



**Andrea D. Matijević**<sup>[1]</sup>

Institut d'études politiques  
Belgrade (Serbie)

UDC 339.92(497.11:44)

Article de revue

Reçu : 25.8.2024.

Accepté : 16.4.2025.

doi : 10.5937/napredak6-52992

---

# Les relations commerciales et d'investissement entre la République de Serbie et la République française – tendances contemporaines<sup>[2]</sup>

**Résumé :** Les relations commerciales et d'investissement entre la Serbie et la France constituent un aspect essentiel de la coopération bilatérale globale entre les deux États. Basé sur l'histoire des relations économiques de 1878 à nos jours, la recherche menée dans le cadre de cet article analyse le commerce et les investissements contemporains. La méthodologie repose sur une analyse qualitative et descriptive, fondée sur les données d'institutions internationales et nationales. Les résultats mettent en évidence un échange commercial stable et dynamique, avec une croissance significative des investissements directs français en Serbie. De nouvelles contributions de cette étude résident principalement dans une analyse approfondie des tendances actuelles et des défis dans les domaines étudiés de la coopération bilatérale. L'article se termine par une perspective optimiste quant au développement futur des relations économiques bilatérales entre les deux pays.

**Mots-clés :** République de Serbie, République française, échanges commerciaux extérieurs, investissements directs étrangers, coopération économique

---

## Introduction

Les relations commerciales et d'investissement entre la Serbie et la France représentent un aspect essentiel de la coopération bilatérale entre les deux États, ancrée dans l'histoire et en constante

évolution dans le contexte actuel de l'économie mondiale. La France, en tant qu'un des principaux acteurs économiques de l'Union européenne (UE), et la Serbie, candidate à l'adhésion à l'UE, ont établi des liens commerciaux et d'investissement stables et dynamiques. Cet article analyse les différentes

---

[1] andrea.matijevic@ips.ac.rs; ORCID: 0000-0001-8638-7653

[2] Cet article a été réalisé dans le cadre des activités de recherche scientifique de l'Institut d'études politiques, financées par le Ministère de la science, du développement technologique et de l'innovation de la République de Serbie.

dimensions de ces relations, en mettant l'accent sur les aspects quantitatifs et qualitatifs des échanges commerciaux, des investissements directs étrangers, ainsi que sur les secteurs clés contribuant au renforcement de la coopération économique entre les deux républiques. Comprendre les tendances et les défis actuels des relations commerciales et d'investissement entre la Serbie et la France est essentiel pour améliorer la coopération économique bilatérale et définir les orientations futures de leur développement.

54 |

En offrant tout d'abord un aperçu historique des relations économiques entre la Serbie et la France — indispensable pour comprendre le contexte actuel — depuis l'établissement des relations diplomatiques après le Congrès de Berlin en 1878, l'auteur fait le choix d'analyser la dynamique, l'ampleur et la structure des relations économiques bilatérales entre les deux pays, en se concentrant principalement sur les échanges commerciaux (échanges de biens) et les investissements directs étrangers (IDE). La méthodologie de recherche repose sur des méthodes qualitatives et descriptives, visant à appréhender ce sujet de la manière la plus exhaustive possible. Plus précisément, après une revue de la littérature basée sur des sources d'archives traitant de l'analyse historique des relations économiques, les chapitres centraux de l'étude, consacrés à l'analyse du volume des échanges et des investissements, utilisent une analyse descriptive des données statistiques issues des bases de données contemporaines des institutions financières et statistiques internationales et nationales. Parmi celles-ci figurent l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la Conférence des Nations unies sur le commerce et

le développement (CNUCED), ainsi que la Banque nationale de Serbie (BNS), l'Institut de statistique de la République de Serbie (RZS), la Chambre de commerce et d'industrie France-Serbie (CCIFS), entre autres. Les conclusions de l'étude plaident en faveur d'une perspective optimiste quant à l'évolution future des relations économiques bilatérales entre la Serbie et la France.

### Bref aperçu historique des relations économiques entre la Serbie et la France

Les relations bilatérales en général, et les relations économiques entre la Serbie et la France en particulier, couvrent une longue et complexe histoire, façonnée par des intérêts géopolitiques communs et des événements de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. Un tournant décisif dans ces relations a eu lieu lors du Congrès de Berlin en 1878, lorsque la Serbie a acquis son indépendance, ce qui a permis l'établissement de relations diplomatiques avec la France au niveau des ministres plénipotentiaires (Catsiapis, 2002). Les relations économiques, en tant que base de la coopération politique, se sont développées après 1878, notamment grâce à la construction du chemin de fer, financé par le capital français, ce qui a permis à la Serbie de se redresser économiquement après les guerres de libération contre l'Empire ottoman. La conclusion de la Convention franco-serbe en 1881 a représenté un pas important vers l'établissement de liens économiques durables, avec la garantie une aide financière et technique pour la construction de projets d'infrastructure majeurs (Pavlović, 2015, p. 26–37). Le succès de cette coopération a permis

à la Serbie d'éviter une dépendance totale vis-à-vis de l'Empire austro-hongrois et de la Russie, ce qui avait une grande importance stratégique à l'époque. La France est devenue un allié clé de la Serbie, non seulement sur le plan économique, mais aussi politique, et son influence dans les Balkans a été significative dans le contexte de l'opposition à l'expansionnisme allemand (Troude, 2010, p. 342–343). Cette coopération a été renforcée pendant la Première Guerre mondiale, lorsque la France, bien que de manière informelle, a fourni une aide militaire et humanitaire substantielle à la Serbie, y compris des crédits pour financer les efforts de guerre (Gnjatović, 1991).

Les relations entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, puis le Royaume de Yougoslavie, et la France pendant la période de l'entre-deux-guerres ont atteint leur apogée (Sretenović, 2009, p. 544), mais n'ont pas été accompagnées de liens économiques solides. Bien que la France ait exercé une grande influence sur la politique extérieure de la Yougoslavie, la coopération économique est restée à un niveau bas en raison de la crise économique d'après-guerre, provoquée par des mesures restrictives dans le commerce, la dévaluation des monnaies, ainsi que de la distance géographique. La France préférait importer des produits de ses colonies, tandis que la Yougoslavie, bien qu'intéressée par l'exportation de produits agricoles, rencontrait des difficultés à pénétrer le marché français. Le problème de la dette yougoslave a encore aggravé les relations économiques. La France a continué à accorder des prêts et de l'aide à la Yougoslavie, mais elle a insisté sur le remboursement des dettes d'avant-guerre et de guerre. La conclusion de l'accord commercial (c'est-à-dire la Convention sur le commerce et la navigation) en 1929, ainsi que les tentatives postérieures de

coopération économique, n'ont pas réussi à surmonter ces obstacles (Vinaver, 1985). L'expansionnisme économique allemand des années 1930 a encore affaibli les relations économiques franco-yougoslaves. Les entreprises françaises ont toutefois participé à la reconstruction d'après-guerre de la Yougoslavie, mais leur influence est restée limitée. Le capital français était présent dans les secteurs bancaire, minier et industriel, mais la concurrence d'autres pays européens a restreint son ampleur (Cvetković, 2006). Ce décalage entre les relations politiques et économiques a été crucial pour les changements politiques régionaux dans le futur. Cependant, les relations politiques fortes entre la France et la Yougoslavie n'ont pas réussi à maintenir la coopération économique à un niveau satisfaisant, ce qui a finalement conduit à un affaiblissement des relations et à un renforcement des liens de la Yougoslavie avec d'autres pays, en particulier l'Allemagne.

Après la Seconde Guerre mondiale, les relations économiques entre la France et la Yougoslavie ont été principalement définies par l'Accord de coopération économique, industrielle et technique de 1969, qui a formé un Comité mixte de coopération. Ce comité a été remplacé en 1987 par le Conseil économique franco-yougoslave (Popović-Petrović, 2000, p. 416–417). Après la guerre, la France a cherché à accroître son influence en Yougoslavie, motivée par des intérêts géostratégiques pendant la Guerre froide. D'autre part, la Yougoslavie est devenue plus ouverte à la coopération avec les pays occidentaux en raison du manque d'aide économique de l'Union soviétique (Sotou, 2003). Cependant, les biens français en Yougoslavie, comprenant des concessions, des banques et des entreprises industrielles, ont été soumis à la confiscation et à la nationalisation.

Le différend au sujet de l'indemnisation au sujet des biens nationalisés a été réglé par un accord en 1951, prévoyant une indemnisation de 15 millions de dinars à la France sur une période de 10 ans (Cvetković, 2006). Cet accord n'a cependant pas significativement modifié les investissements français en Yougoslavie, qui restaient limités en raison du système économique socialiste. Les pays occidentaux, y compris la France, ont vu la Yougoslavie comme une opportunité potentielle d'expansion commerciale et d'investissement à cause de ses ressources naturelles sous-exploitées et de son communisme moins extrême. La Yougoslavie est devenue le premier pays d'Europe de l'Est à entamer une coopération industrielle avec des entreprises occidentales en 1967, mais cette coopération était limitée aux secteurs tels que l'industrie, l'agriculture, le tourisme et la recherche scientifique (Milutinovich, Boseman, Vrbнович, 1975). L'ampleur des échanges commerciaux entre la Yougoslavie et la France n'a pas significativement changé au cours des premières décennies après la guerre. Cependant, à la fin des années 1980, la France est devenue le troisième plus grand partenaire commercial de la Yougoslavie, après l'Allemagne et l'Italie. La part de la France dans les exportations yougoslaves a atteint près de 4 % d'ici 1990, et la France est devenue le leader en termes de taux de croissance de la coopération économique de la Yougoslavie par rapport aux autres pays développés (Popović-Petrović, 2000, p. 417-420). Cette tendance à la hausse des relations économiques a été interrompue en 1991 en raison des changements politiques et économiques en Yougoslavie.

Pendant le conflit armé en République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY) (1991-1995), l'opinion publique française a été partagée sur la nécessité d'une intervention militaire. À ce moment-là,

la France, en tant que puissance de portée moyenne, a dû s'aligner sur les actions des États-Unis (USA), de la Communauté européenne (CE) et des Nations Unies (ONU), orientant sa politique vers l'utilisation proactive de moyens diplomatiques, militaires et économiques de coercition (Wood, 1994, p. 129-131). La stratégie occidentale comprenait des sanctions contre la Yougoslavie, en vigueur de 1992 à 1994, et prolongées jusqu'en 1996. Cela a entraîné la chute de la coopération politique et des relations économiques de la Yougoslavie avec la France. Les accords de coopération ont été gelés et le travail du Conseil économique franco-yougoslave a cessé. Les échanges commerciaux ont diminué, avec une baisse de 33 % en 1991 par rapport à 1990. La tendance à la baisse s'est poursuivie, la France occupant la huitième position en tant que partenaire commercial de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) à partir de 1994 (Popović-Petrović, 2000, p. 417-418). La guerre a également eu un impact sur d'autres formes de coopération entre les deux pays, telles que les investissements communs et la coopération de production à long terme. La coopération touristique a été interrompue en 1991, et la coopération financière, y compris avec les banques, a été réduite en raison des sanctions. La levée des sanctions en 1996 a permis à la Yougoslavie de revenir sur le marché mondial, mais les défis politiques et économiques, y compris la crise du Kosovo en 1998-1999, ont aggravé les perspectives (Adamovich, 1997, p. 309-311). Avec un faible niveau de coopération économique franco-yougoslave, nous sommes entrés dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

Après les changements politiques en Serbie à la fin du XX<sup>e</sup> et au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les relations économiques ont connu une nouvelle dynamique. La même année, après les changements du 5 octobre,

les relations diplomatiques entre la Serbie et la France ont été rétablies, et les bonnes relations politiques ont conduit à une augmentation de la coopération économique. En 2001 seulement, les exportations de la Serbie vers la France ont triplé par rapport à l'année précédente, tandis que la valeur des importations en provenance de France en Serbie a été multipliée par sept. Dans la période suivante, il y a eu une augmentation du volume du commerce extérieur, ainsi qu'une hausse des investissements français en Serbie (Rapaić & Matijević, 2022). Aujourd'hui, la coopération entre la Serbie et la France couvre un large éventail de domaines, y compris l'industrie, les technologies de l'information, l'agriculture, le tourisme et l'éducation, ce qui contribue au renforcement de la stabilité économique et de la prospérité dans les deux pays.

## Relations commerciales extérieures contemporaines

Comme cela a déjà été souligné, le 5 octobre 2000 a lancé une série de réformes politiques structurelles, mais aussi économiques en Serbie. La première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle a été marquée par une période de forte croissance économique, largement basée sur l'ouverture commerciale, notamment grâce à la croissance des échanges commerciaux avec les États membres de l'UE (Rapaić, 2021, p. 148). La base de l'amélioration des relations économiques avec l'UE en général, mais aussi avec la France, réside dans la libéralisation des relations commerciales entre la Serbie et l'UE, obtenue par la conclusion de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA). Selon les dernières données de l'OMC pour l'année 2023, toutes les économies des Balkans occidentaux, et donc la Serbie, dépendent en

grande partie du commerce avec l'UE : environ 60 à 70 % des importations totales et 70 à 80 % des exportations totales de ces économies sont liés au marché de l'UE. En ce qui concerne spécifiquement la Serbie, les données indiquent ce qui suit : 64,1 % des exportations serbes et 54,9 % des importations proviennent des États membres de l'UE (Organisation mondiale du commerce [OMC], 2023). Les données de la Chambre de commerce et d'industrie France-Serbie témoignent du fait que les échanges entre les deux pays ont été multipliés par trois depuis 2010, année où l'accord commercial transitoire entre l'UE et la Serbie est entré en vigueur (Chambre de Commerce et d'Industrie France-Serbie [CCIFS], 2023). Un grand levier pour les relations commerciales et économiques en général a également été l'entrée en vigueur de l'Accord de partenariat stratégique et de coopération entre le gouvernement de la République de Serbie et le gouvernement de la République française en 2011, dont l'article 4 prévoit des engagements spécifiques des deux parties en vue du développement de la coopération économique et des échanges commerciaux.

Si l'on examine la période après les réformes dans le domaine de la libéralisation du commerce extérieur avec les pays de l'UE (c'est-à-dire depuis 2009), on peut observer une augmentation significative du volume des échanges commerciaux entre la Serbie et la France. Au cours de cette période, et selon les valeurs en dollars, les exportations serbes ont été plus que triplées, passant de 249 à 833 millions USD, tandis que les importations en provenance de la France ont augmenté de 117%. En tant que marché relativement petit, la Serbie continue d'enregistrer un déficit commercial avec la France, mais il est important de souligner que pendant cette période, le volume total des échanges commerciaux a augmenté de 155%.

Tableau 1 - Exportations de marchandises de la Serbie et importations en provenance de la France 2009-2023 (en millions de USD)

	2009.	2010.	2011.	2012.	2013.	2014.	2015.	2016.	2017.	2018.	2019.	2020.	2021.	2022.	2023.
Exportation	249	277	309	283	351	418	409	413	494	530	526	534	716	877	833
Importation	522	482	537	516	604	575	534	585	626	721	785	731	884	1.126	1.135
Bilan	-273	-205	-228	-233	-253	-157	-125	-172	-132	-191	-259	-197	-168	-249	-302
ÉCHANGE TOTAL	771	759	845	799	955	993	943	998	1.120	1.251	1.311	1.265	1.600	2.003	1.968

Source : Institut de statistique de la République de Serbie [RZS], 2024a.

Bien que le marché serbe, en termes de taille et de population, puisse être caractérisé comme étant petit, l'avantage comparatif de l'accès à ce marché réside dans le fait que la Serbie est signataire de l'Accord de libre-échange en Europe centrale (CEFTA 2006), et a également signé des accords de libre-échange avec la Chine, la Turquie, ainsi qu'avec les pays de la Zone de libre-échange européenne (EFTA) et l'Union économique eurasiennne (Russie, Biélorussie, Kazakhstan et Kirghizistan). La France s'est classée au 14<sup>e</sup> rang en tant que partenaire d'exportation de la Serbie dans le commerce de marchandises en 2023, et au 9<sup>e</sup> rang en tant que partenaire pour les importations de marchandises (RZS, 2024a). En ce qui concerne la structure des importations et exportations de biens par secteurs de production, les exportations françaises sont diversifiées, avec une domination des produits de l'industrie automobile, dans laquelle le plus grand taux de croissance annuel est observé ; les machines et équipements d'usage général occupent la deu-

xième position sur la liste, suivis par : les produits pharmaceutiques; les produits chimiques de base; les produits azotés; les plastiques et caoutchouc synthétique; divers produits chimiques et les produits des catégories « couteaux, outils, ferrures et divers produits métalliques » (CCIFS, 2023). Dans les exportations serbes destinées à la France, les produits de l'industrie automobile (véhicules routiers, moteurs et équipements de propulsion) dominent également, mais certaines sous-catégories, en termes de valeur en dollars, se distinguent même au-dessus des sous-catégories des produits de l'industrie automobile, telles que les fruits et légumes (90,5 millions de USD) et les produits en caoutchouc (105,2 millions de USD) (RZS, 2024b). Traditionnellement, la principale catégorie des exportations serbes sont les pneumatiques de la société Tigar Tyres de Pirot, qui appartient au groupe français Michelin (Rapaić & Matijević, 2022), l'un des plus grands investisseurs français en Serbie (ce qui sera développé plus en détail dans la suite de l'article).

Tableau 2 : Échange commercial de marchandises entre la Serbie et la France par structure des produits (2023)

	Produit	Quantité (en tonnes)	Valeur (en millions de USD)
Exportation de la Serbie, par secteurs	0 Aliments et animaux vivants	41.232,7	121,4
	1 Boissons et tabac	6.733,4	4,4
	2 Matières premières non comestibles, à l'exception des combustibles	5.215,9	6,2
	3 Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	47,1	0,04
	4 Huiles et graisses animales et végétales, cires	273,5	0,2
	5 Produits chimiques et similaires, non spécifiés ailleurs	54.543,3	77,4
	6 Produits manufacturés classés par matériau	74.088,1	251,7
	7 Machines et appareils de transport	29.423	255,4
	8 Divers produits manufacturés	15.424	116,7
	9 Autres	26,2	0,2
	TOTAL	227.007,2	833,8
Importation en Serbie, par secteurs	0 Aliments et animaux vivants	36.157,3	91,2
	1 Boissons et tabac	2.508,8	15,7
	2 Matières premières non comestibles, à l'exception des combustibles	10.817,4	36,8
	3 Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	1.769,9	8,8
	4 Huiles et graisses animales et végétales, cires	122,5	0,03
	5 Produits chimiques et similaires, non spécifiés ailleurs	35.800,7	295,9
	6 Produits manufacturés classés par matériau	19.728,1	78,4
	7 Machines et appareils de transport	52.761,8	422,3
	8 Divers produits manufacturés	3.123,9	52,2
	9 Autres	15.389,2	132,8
	TOTAL	178.179,6	1.134,7

Source : Institut de statistique de la République de Serbie [RZS], 2024b.

## Relations d'investissement modernes : investissements français sur le marché serbe

Comme dans le cas du commerce extérieur, les données montrent que le processus d'intégration européenne a eu un impact positif sur la croissance des flux d'IDE dans les pays qui sont d'une manière ou

d'une autre impliqués dans ce processus (Antevski, 2008, p. 72). De plus, en Serbie, les réformes économiques du début de ce siècle, accompagnées de la libéralisation du commerce et de l'ouverture de l'économie, ont également impliqué la mise en œuvre d'une politique d'attraction des IDE. L'impulsion initiale a été la privatisation des entreprises publiques, et les entreprises françaises ont été parmi

les premières à participer à de tels projets, le premier grand investissement étant enregistré dès 2002, date à partir de laquelle la présence des entreprises françaises en Serbie a connu une croissance rapide.

La politique d'attraction des IDE, en tant que catalyseur de la croissance économique et visant à réduire le chômage, représente, on pourrait dire, une constante de la politique macroéconomique de la Serbie au XXI<sup>e</sup> siècle. Après 2010, lorsque le processus de privatisation des plus grandes entreprises publiques de production touchait à sa fin, la Serbie a recouru à de nouvelles mesures incitatives visant à attirer des entreprises étrangères. En plus des accords commerciaux et des systèmes de préférences générales, des accords bilatéraux avec certains pays (tels que les accords contre la double imposition et les accords de promotion et de protection des investissements), ainsi que la possibilité d'opérer dans des zones franches offrant des avantages fiscaux et douaniers, les incitations pour les entreprises étrangères en Serbie<sup>[3]</sup> incluent actuellement :

- Des incitations publiques à l'investissement (qui sont accordées en fonction de critères tels que le niveau de développement de

60 |

la municipalité – destination finale de l'investissement, le nombre de nouveaux emplois créés, et le montant minimal des coûts justifiés de l'investissement), et

- Des incitations fiscales (exonération d'une partie d'impôts et cotisations payés sur les salaires nets, exonération de l'impôt sur les bénéfices, report des pertes des années précédentes dans le bilan fiscal pour les cinq années suivantes) (PKS - Chambre de commerce et d'industrie de Serbie, 2024).

Si l'on considère les montants nominaux, une telle politique montre effectivement des résultats : seulement pendant la période 2010-2020, selon les données de la Banque nationale de Serbie (NBS), environ 26 milliards d'euros ont été investis en Serbie à travers les IDE, ce qui représente un montant considérable pour un pays de moins de sept millions d'habitants (Rapaić & Matijević, 2022), et une part importante de ce montant provient des investisseurs français, ce qui peut être observé également à travers l'examen des valeurs nominales des relations d'investissement avec la France depuis 2010 (tableau 3) :

Tableau 3 - Relations d'investissement de la Serbie avec la France (présentées selon le principe des actifs et des passifs) 2010 - premier trimestre 2024 (en millions d'EUR)

	2010.	2011.	2012.	2013.	2014.	2015.	2016.	2017.	2018.	2019.	2020.	2021.	2022.	2023.	2024. (T1)
Actif	-0,6	-1,9	-0,8	1,2	-1,4	-3,2	-0,5	-1,2	-0,4	-3,6	16,7	-21,9	5,1	-10,3	0,5
Passif	107,7	179,7	131,4	99,3	51,5	76,5	72,4	85,0	716,3	-322,2	58,6	48,9	-36,6	26,8	-53,2
IDE, net (= actif - passif)	-108,3	-181,6	-132,2	-98,2	-52,9	-79,7	-72,9	-86,2	-716,8	318,7	-41,9	-70,7	41,7	-37,1	53,7

Source : NBS 2024a ; NBS, 2024b ; Fonds monétaire international [FMI], 2024.<sup>[4]</sup>

[3] Il est important de noter que 10 % de propriété constitue le minimum qu'un investisseur étranger doit investir en Serbie pour que son investissement soit enregistré comme IDE et pour qu'il puisse, sur cette base, bénéficier de certaines incitations spécifiques pour son activité (d'après Zakić & Živaljević, 2019, p. 17)

[4] La Banque nationale de Serbie publie sur son site officiel les données sur les IDE élaborées selon la méthodologie du FMI : « La position d'investissement internationale de la République de Serbie (PII) est élaborée selon le Manuel des

## Andrea D. Matijević

Les relations commerciales et d'investissement entre la République de Serbie et la République française - tendances contemporaines



Le président de la République de Serbie, Aleksandar Vučić, et le président de la France, Emmanuel Macron, devant le Palais de l'Élysée, lors de la visite du président Vučić en France, avril 2025.

Photo : Dimitrije Goll

Selon les dernières données disponibles de la Chambre de commerce et d'Industrie France-Serbie, plus de 130 entreprises françaises opèrent en Serbie, employant plus de 13.000 personnes. En 2018, la France a été le principal investisseur en termes d'afflux de capitaux (716,8 millions d'EUR), grâce à l'investissement de Vinci Airports. En 2019, l'entreprise Veolia a acquis la concession pour le traitement des déchets à Vinča, près de Belgrade, mais la même année, la banque Société Générale s'est retirée de Serbie, et pendant la période

2022-2023, une autre banque, Crédit Agricole, a également quitté le pays. La présence des entreprises françaises est principalement liée au secteur des équipements automobiles, avec deux usines Hutchinson, une expansion de Michelin, Le Bélier et Novares, ainsi qu'un investissement de l'entreprise Mecafor. Les principaux investisseurs français en Serbie sont Michelin, Vinci Airports, Veolia, Schneider Electric, Tarkett, Savencia et Lactalis (CCIFS, 2023).

---

transactions de la balance des paiements et de la position d'investissement internationale du FMI, sixième édition (Balance of Payments and International Investment Position Manual, Sixth Edition – BPM6), ainsi que les documents méthodologiques correspondants. La PII de la République de Serbie est élaborée tous les trimestres et représente la situation à la fin de la période, qui résulte des transactions de la balance des paiements réalisées, des variations de devises, des changements de prix et d'autres variations, et représente le bilan de l'actif et du passif financier extérieur » (NBS, s. d.). Par une analyse comparative des bases de données de la Banque nationale de Serbie et du FMI, il a été établi qu'il s'agit de données presque identiques (les différences sont mineures et apparaissent probablement en raison de l'arrondi des chiffres). Pour assurer l'authenticité, d'autres bases de données ont également été consultées, telles que celles de la Banque mondiale et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, mais en raison des différences dans la méthodologie appliquée, ces données ne peuvent pas être comparées entre elles.

Tableau 4 : Entreprises françaises en Serbie et montant des investissements (2002-2020)<sup>[5]</sup>

	Investisseur	Année	Type d'investissement	Branche économique	Montant de l'investissement en euros
1	Michelin Tigar Tyres	2002.	Privatisation	Industrie automobile	132.000.000
2	Tarkett	2002.	Privatisation	Industrie du bois et du mobilier	136.000.000
3	Lafarge	2002.	Privatisation	Industrie de la construction	163.000.000
4	Biospringer RS d. o. o. (Alltech Serbia)	2002.	Autre	Alimentation et agriculture	53.000.000
5	Le Belier / LBK Kikinda	2003.	Privatisation	Industrie automobile	35.000.000
6	Soufflet Group	2004.	Privatisation	Alimentation et agriculture	8.000.000
7	Bongrain SA	2004.	Autre	Alimentation et agriculture	25.000.000
8	Intermarche	2004.	Greenfield	Commerce	44.000.000
9	Axereal Serbia	2004.	Brownfield	Alimentation et agriculture	394.000
10	Sicoberry	2005.	Greenfield	Alimentation et agriculture	2.000.000
11	Crédit Agricole Banka Srbija	2005.	Privatisation	Finances	259.000.000
12	InterEX	2006.	Greenfield	Commerce	6.000.000
13	Lohr	2008.	Privatisation	Industrie automobile	3.200.000
14	Schneider Electric DMS NS	2008.	Acquisition	ICT	61.900.000
15	Tigar Tyres Michelin Expansion	2010.	Greenfield	Industrie automobile	16.000.000
16	Mecaplast	2011.	Greenfield	Industrie automobile	10.000.000
17	Mekaplast/Novares	2011.	Greenfield	Industrie automobile	15.000.000
18	BIG TIGAR	2011.	Greenfield	Industrie automobile	215.000.000
19	Sagem Telecommunications Paris	2011.	Greenfield	ICT	5.000.000
20	Rai Swellen	2012.	Greenfield	Industrie de la construction	Il n'y a pas de données
21	Saint-Gobain	2012.	Autre	Industrie de la construction	Il n'y a pas de données
22	Quivogne	2013.	Brownfield	Industrie mécanique	1.000.000
23	Luxury Tannery	2013.	Brownfield	Industrie du cuir	10.000.000

[5] Le tableau contenant toutes ces données a également été publié dans l'ouvrage coécrit par l'auteure de cet article (voir Rapaic & Matijević, 2022), également sur la base de la demande d'accès à la base de données de NALED. Étant donné que cet article a été publié en 2022, l'auteure a à nouveau demandé l'accès à la base de données de NALED pour les besoins de cet article, et les données obtenues lors de cet accès ultérieur y sont présentées.

### Andrea D. Matijević

Les relations commerciales et d'investissement entre  
la République de Serbie et la République française  
- tendances contemporaines

24	Streit Nova	2014.	Greenfield	Industrie automobile	6.000.000
25	Synechron SRB	2014.	Brownfield	ICT	Il n'y a pas de données
26	FKL	2015.	Privatisation	Industrie mécanique	Il n'y a pas de données
27	Hutchinson	2016.	Greenfield	Industrie automobile	10.400.000
28	Société Générale	2016.	Greenfield	Finances	47.000.000
29	Somboled – Dukat, Lactalis group	2016.	Autre	Alimentation et agriculture	26.000.000
30	J & J Metalni proizvodi (Produits métalliques)	2016	Greenfield	Industrie métallurgique	1.786.702
31	Mecafor	2016	Greenfield	Industrie métallurgique	4.000.000
32	Tigar Tyres	2018	Autre	Industrie automobile	15.600.000
33	Novares	2018	Brownfield	Industrie automobile	5.200.000
34	Irelly	2018	Autre	Industrie automobile	26.000
35	Vinci Airports	2018	Autre	Industrie aérospatiale	500.000.000
36	Tigar Tyres doo	2020	Équipements et installations	Industrie	26.290.836
TO- TAL					1.842.797.538

Source : NALED, 2024.

Étant donné qu'il n'existe pas de base de données publique fournissant des informations sur toutes les entreprises françaises en Serbie, leur montant et leur type d'investissement, l'auteur de cet article a utilisé une base de données de l'Alliance nationale pour le développement économique local (NALED), qui collecte des données sur les investissements étrangers en Serbie depuis plusieurs années. Cette base de données contient des informations sur un total de 36 entreprises françaises, dont le montant cumulé des investissements (qui additionne les données disponibles sur les valeurs des investissements lorsque ces informations existent) pour la période de 2002 à 2020 s'élève à plus de 1,8 milliard d'euros (1.842.797.538 EUR) (tableau 4).

### En conclusion : perspectives des relations commerciales et d'investissement entre les deux pays

Les relations économiques entre la Serbie et la France, du moins en ce qui concerne les valeurs nominales des échanges commerciaux de biens et les montants des IDE français en Serbie, ont atteint un sommet historique depuis 2010. Ayant en vue les tendances observées jusqu'à présent, il est probable qu'il n'y aura pas de changements négatifs significatifs dans le domaine de la coopération économique. Il semble également qu'après les récents changements politiques, la France ait pris l'initiative



Le président de la République de Serbie, Aleksandar Vučić, avec le président de la République française, Emmanuel Macron, lors de la cérémonie de dépôt de gerbes au pied du Monument de la Reconnaissance à la France, à Kalemegdan (Belgrade), en juillet 2019.

Photo : Dimitrije Goll

de l'Allemagne dans le soutien à la Serbie parmi les autres pays d'Europe de l'Ouest (Varga-Kocsicska, 2022, p. 9). La directrice générale de la Chambre de commerce et d'Industrie France-Serbie, Sanja Ivanić, a souligné que la Serbie est « le principal pays des Balkans occidentaux pour les investissements français », et selon ses déclarations, plus de 70 % du stock total des investissements français dans les Balkans occidentaux a été investi en Serbie (PKS, 2023).

Cependant, cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de possibilités pour l'amélioration des relations économiques entre les deux pays. Selon les déclarations officielles du ministère des Affaires étrangères de la République de Serbie, la coopération économique avec la France peut être considérée comme bonne, mais « en deçà de son potentiel réel » (Ministère des Affaires étrangères de la République de Serbie [MSP], s.d.). L'ambassadeur de France en Serbie,

Pierre Cochard, a souligné que les entreprises françaises sont de plus en plus présentes en Serbie, mettant en évidence la croissance significative des échanges économiques entre la France et la Serbie, mais en notant également que « tous les potentiels de coopération économique n'ont pas encore été exploités » (Biznis.rs, 2023).

Avec les technologies modernes apportées par les entreprises françaises, elles peuvent « soutenir la voie des Balkans occidentaux vers l'UE, dans les domaines de la transformation verte et numérique », a indiqué Mihailo Vesović, directeur du secteur des analyses stratégiques, des services et de l'internationalisation de la Chambre de commerce et d'industrie de Serbie (PKS, 2023). Un des secteurs d'importance stratégique pour la Serbie, où la présence française pourrait être augmentée à l'avenir, est l'agriculture, car c'est un secteur où de bons résultats peuvent être obtenus grâce à des technologies et des connaissances étrangères, ce qui constitue un avantage concurrentiel pour la Serbie (Zakić & Živaljević, 2019, p. 38). De plus, étant donné que la Serbie est considérée comme l'une des destinations les plus attractives d'Europe de l'Est pour l'externalisation, l'augmentation continue de la présence française dans l'industrie des technologies de l'information pourrait également représenter une grande contribution à l'amélioration de la coopération économique, étant donné que ce secteur est actuellement le plus dynamique en Serbie (CCIFS, 2023). L'intérêt des entreprises françaises pour le marché serbe a été confirmé lors du premier Forum France – Balkans occidentaux (France–Western Balkans Forum), qui a eu lieu les 13 et 14 juin 2024, et qui a réuni des représentants de plus de 150 entreprises

de France et des pays des Balkans occidentaux. Un accent particulier a été mis lors du forum sur l'EXPO 2027 (CCIFS 2024), ce qui montre l'intérêt des entreprises françaises pour la poursuite de leur participation à la réalisation de projets d'infrastructure en Serbie.

Il est important de souligner que l'amélioration des relations politiques entre la Serbie et la France représente un facteur significatif dans le renforcement des relations commerciales et d'investissement. À cet égard, la visite du président français Emmanuel Macron en 2019, à l'occasion du 180<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques, et 18 ans après la dernière visite du président français Jacques Chirac en Serbie, a constitué un véritable élan politique dont les effets se sont également fait sentir dans le domaine économique. En plus de marquer le début des travaux de modernisation de l'aéroport de Belgrade (voir image 1), les délégations des deux gouvernements ont signé une vingtaine d'accords de différents niveaux d'engagement visant à renforcer la coopération économique (Miladinović, 2019).

La visite du président français en 2019 revêt une importance particulière en raison des projets futurs concernant la construction du métro de Belgrade, qui est actuellement l'un des projets d'infrastructure les plus importants pour la ville de Belgrade et la Serbie dans son ensemble. Parmi les accords signés figurait une Déclaration d'intention sur le projet du métro de Belgrade entre les gouvernements de la France et de la Serbie et la ville de Belgrade, confirmant que la France est un partenaire stratégique pour la réalisation de ce projet (Président de la République de Serbie, 2019).

Cela a également consolidé le rôle des entreprises Alstom et Egis Rail, dont la position avait été mise en question en raison des accords ultérieurs concernant l'exécution des travaux de construction du métro signés avec des entreprises chinoises. Selon les résultats des négociations entre les parties serbe, française et chinoise, les entreprises françaises fourniront les sous-systèmes électromécaniques et les véhicules, tandis que les partenaires chinois (la société Power China) seront responsables des travaux de construction (Martinović, 2021).

En prenant en compte les trajectoires positives identifiées dans le développement de la coopération économique entre la Serbie et la France dans le cadre de cet article, ainsi que l'importance des visites du président français en Serbie en 2019 et en 2024, les relations entre la Serbie et la France doivent être abordées avec un optimisme justifié, du point de vue des orientations futures du développement des échanges commerciaux, des investissements et des relations économiques entre les deux pays, ainsi que du point de vue de la coopération bilatérale globale entre les deux États.

## Bibliographie

- Adamovich, S. (1997). The Revival of Yugoslav Foreign Trade after the Suspension of Sanctions. *International Journal of Politics, Culture and Society*, XI (2), 301-324. Available at: <https://link.springer.com/article/10.1023/A:1025195608397>
- Antevski, M. (2008). Foreign Direct Investments: Characteristics, Patterns, and Effects. *Međunarodni problemi*, LX (1), 61-92. doi: 10.2298/MEDJP0801061A [In Serbian]
- Biznis.rs (2023, March 20). French Companies are Increasingly Present in Serbia. Biznis.rs. Available at: <https://biznis.rs/vesti-srbija/francuska-preduzeca-sve-prisutnija-u-srbiji/> [In Serbian]
- Catsiapis, J. (2002). French Politics towards the Balkans during the XX century. *Études Helleniques*, X (2), 57-106. Available at: <https://ejournals.lib.uoc.gr/hellst/article/view/1261> [In French]
- [PKS] Chamber of Commerce of Serbia (2023). Excellent Economic Cooperation between Serbia and France – By the End of the Year Two Billion Euros of Trade Exchange. Beograd: Privredna komora Srbije. Available at: <https://pks.rs/vesti/odlicna-privredna-saradnja-srbije-i-francuske-do-kraja-godine-dve-milijarde-evra-trgovinske-razmene-8915> [In Serbian]
- [PKS] Chamber of Commerce of Serbia (2024). General Benefits for Investment in the Republic of Serbia. Beograd: Privredna komora Srbije. Available at: <https://pks.rs/strana/pogodnosti-za-ulaganja> [In Serbian]
- [CCIFS] Chambre de commerce et d'Industrie France-Serbie (2023). French economic presence in Serbia. Beograd: Francusko-srpska privredna komora. Available at: <https://www.ccfi.rs/sr/publikacije/francusko-ekonomsko-prisustvo-u-srbiji-2023.html> [In Serbian and French]
- [CCIFS] Chambre de commerce et d'Industrie France-Serbie (2024). Newsletter. Beograd: Francusko-srpska privredna komora. Available at: <https://marketing.ccfi.net/view.html?x=a62e&m=wR8&mc=s&s=wG98&u=d&z=yGKo1KZ&> [In Serbian]

- Cvetković, V. (2006). *Economic Relations between Yugoslavia and France 1918-1941*. Beograd: Institut za noviju istoriju Srbije. [In Serbian]
- Gnjatović, D. (1991). *Old state debts: A contribution to the economic and political history of Serbia and Yugoslavia 1862-1941*. Beograd: Ekonomski institut. [In Serbian]
- [IMF] International Monetary Fund 2024. IMF Data: Access to Macroeconomic & Financial Data. Washington D.C.: International Monetary Fund. Available at: <https://data.imf.org/?sk=388dfa60-1d26-4ade-b505-a05a558d9a42&sid=1479329334655>
- Martinović, I. (2021, January 22). The Chinese and the French Are Building the Subway Together in Belgrade. *Radio Slobodna Evropa*. Available at: <https://www.slobodnaevropa.org/a/kinezi-i-francuzi-zajedno-grade-metro-u-beogradu/31063895.html> [In Serbian]
- Miladinović, A. (2019, July 15). Macron in Belgrade: Remedial Exams of Serbia and France in All Fields. *BBC News Srbija*. Available at: <https://www.bbc.com/serbian/lat/srbija-48997875> [In Serbian]
- Milutinovich, J, Boseman, G, Vrbanovich, D. (1975). Investment in Yugoslavia: Western Opportunities and Difficulties. *Management International Review*, XV (1), 51-60.
- [MSP] Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Serbia n.d. France. Beograd: Ministarstvo spoljnih poslova Republike Srbije. Available at: <https://www.mfa.gov.rs/spoljna-politika/bilateralna-saradnja/francuska>
- [NALED] National Alliance for Local Economic Development (2024). "Investments Database". Beograd: Nacionalna alijansa za lokalni ekonomski razvoj. [In Serbian]
- [NBS] National Bank of Serbia n.d. Methodological Explanations: International Investment Position of the Republic of Serbia. Beograd: Narodna banka Srbije. Available at: [https://www.nbs.rs/export/sites/NBS\\_site/documents/statistika/metodologija/II-EOI-MIP.pdf](https://www.nbs.rs/export/sites/NBS_site/documents/statistika/metodologija/II-EOI-MIP.pdf) [In Serbian]
- [NBS] National Bank of Serbia 2024a. Foreign Direct Investments, by Country, 2010-2023. (BPM6). Beograd: Narodna banka Srbije. Available at: [https://nbs.rs/sr\\_RS/drugi-nivo-navigacije/statistika/platni\\_bilans/](https://nbs.rs/sr_RS/drugi-nivo-navigacije/statistika/platni_bilans/) [In Serbian]
- [NBS] National Bank of Serbia 2024b. Foreign Direct Investments, by Country, Q1 2024 (BPM6). Beograd: Narodna banka Srbije. Available at: [https://nbs.rs/sr\\_RS/drugi-nivo-navigacije/statistika/platni\\_bilans/](https://nbs.rs/sr_RS/drugi-nivo-navigacije/statistika/platni_bilans/) [In Serbian]
- Pavlović, V. (2015). *From Serbia to Yugoslavia - France and the Birth of Yugoslavia 1878-1918*. Beograd: Balkanološki institut. [In French]
- Popović-Petrović, I. (2000). France as the Foreign Trade Partner of Yugoslavia. In: R. Levi (ed.) *Yugoslavia and the World* (409-429). Beograd: Institut za međunarodnu politiku i privredu. [In Serbian]
- Rapaić, S. (2021). The Economies of the Countries of the Western Balkans - The Place and Role of Serbia. *Srpska politička misao* LXXI (1), 169-199. doi: 10.22182/spm.7112021.8 [In Serbian]
- Rapaić, S, Matijević, A. (2022). Economic Relations between France and Serbia - Historical Overview and Contemporary Tendencies. *Srpska politička misao* (special edition), 131-166. doi: 10.22182/spm.specijal22022.6 [In French]
- Sotou, G. (2003). France and the Balkans from 1944 to 1955. *Balkan studies: biannual publication of the Institute for Balkan Studies*, XLIV (1-2), 109-136. [In French]
- Sretenović, S. (2009). Franco-Serbian Relations in the 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> Centuries. *Međunarodni problemi*, LXI (4), 536-558. doi: 10.2298/MEDJP0904536S [In Serbian]

- [RZS] Statistical Office of the Republic of Serbia (2024a). Ranking of Destination/Origin Countries according to the value of Exports/Imports. Beograd: Republički zavod za statistiku. Available at: <https://data.stat.gov.rs/Home/Result/170401?languageCode=sr-Latn> [In Serbian]
- [RZS] Statistical Office of the Republic of Serbia (2024b). Exports of Goods by Sections of the SITC, rev. 4 - France. Beograd: Republički zavod za statistiku. Available at: <https://data.stat.gov.rs/Home/Result/170302?languageCode=sr-Latn> [In Serbian]
- Troudes, A. (2010). France and Serbia 1915-1918: Military Cooperation, Economic Settlement and Cultural Exchange. In: D. Bataković (ed.) *Serbia and France: an atypical alliance* (337-360). Beograd: Balkanološki institut. [In French]
- Varga-Kocsicska A. (2022). Serbia and France: The Special Relationship? *European Scientific Journal*, XVIII (23), 1-12. doi: 10.19044/esj.2022.v18n23p1
- Vinaver, V. (1985). *Yugoslavia and France between the Two World Wars (Was Yugoslavia a French "satellite"?)*. Beograd: Institut za savremenu istoriju. [In Serbian]
- Zakić, K, Živaljević, V. (2019). SWOT Analysis of FDI in Serbia as a Guide for Foreign Investors and State Administration. In: S. Jelisavac Trošić (ed.), *Foreign Investments in Serbia - New Perspectives* (13-44). Beograd: Institut za međunarodnu politiku i privredu. [In Serbian]
- Wood, P. C. (1994). France and the Post-Cold War Order: The case of Yugoslavia. *European Security*, III (1), 129-152. doi:10.1080/09662839408407156
- [WTO] World Trade Organization (2023). Trade Profiles. Geneva: World Trade Organization. Available at: [https://www.wto.org/english/res\\_e/booksp\\_e/trade\\_profiles23\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/trade_profiles23_e.pdf)